

financier, aux équipes et aux athlètes canadiens décidant de participer à des compétitions en Afrique du Sud, d'autre part, de patronner les manifestations sportives canadiennes auxquelles doivent prendre part des équipes sud-africaines. Nous appuyons les mesures internationales prises sur cette question, parce qu'en Afrique du Sud, la loi consacre encore aujourd'hui l'organisation du sport conformément à des critères raciaux, ce qui est contraire à l'esprit olympique.

Nous participons également à des programmes de coopération de grande envergure avec les nations indépendantes d'Afrique australe afin d'encourager leur développement et de leur permettre d'édifier une société où la justice sociale et économique sera accessible à tous les citoyens. Ces nations réfuteront ainsi les arguments racistes avancés par des régimes minoritaires selon lesquels la stabilité, la justice et la civilisation seraient minées si leurs majorités africaines se voyaient accorder les droits de citoyens à part entière dans l'administration de leur pays.

L'un des principes fondamentaux de notre politique étrangère veut que nous pratiquions le commerce des biens destinés à des usages pacifiques avec tous les pays, y compris ceux dont nous ne partageons absolument pas les vues sur le plan politique, sous réserve, s'entend, des obligations imposées en vertu du Chapitre VII de la charte des Nations Unies. Par ailleurs, le Canada ne manquera pas de continuer comme il l'a toujours fait, d'adapter ses politiques aux décisions obligatoires du Conseil de sécurité, conformément à la Charte des Nations Unies. Le Conseil ne manquera assurément pas d'être influencé par l'évolution qui marquera, non seulement, l'Afrique du Sud mais encore le Zimbabwe et la Namibie. A ce propos, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré récemment: "J'estime qu'à moins d'une évolution manifeste et tangible dans l'avenir prévisible, nous courons le risque très réel de voir éclater en Afrique australe un conflit racial très violent..."

Le gouvernement du Canada estime qu'il est essentiel d'exploiter, à bon escient, les influences de tous ordres que peuvent exercer sur le gouvernement d'Afrique du Sud les pays ayant des relations avec lui. Ne nous leurrions pas, de tous ceux-là, ce sont les États-Unis qui occupent la première place; et c'est pourquoi nous sommes impressionnés par la façon dont le nouveau gouvernement américain s'est dit déterminé à consacrer ses efforts à la réalisation de notre dessein commun. Selon nous, le Conseil de sécurité, dans son ensemble, devrait consacrer toutes ses énergies à cette question. Nous ne pouvons évidemment pas être assurés du résultat, mais cette attitude, en soi, ne peut manquer d'influencer les futures politiques des gouvernements dont la position aura une importance capitale à cet égard.